

Ces jeunes gens dans le vent inventent une alternative crédible

De nouvelles figures citoyennes comme Ada Colau à Barcelone ou Manuela Carmena à Madrid ravivent la gauche grâce à une démocratie radicale et incarnée



Nous ne sommes plus fatigués d'être fatigués depuis que Podemos s'est mis en marche, rouvrant la porte à l'espérance, à la joie dans ce domaine pétrifié de la politique où elles étaient bannies. Un des premiers grands thèmes de campagne de cette formation nouvelle ne fut-il pas celui-ci : *"Quelle est la dernière fois que vous avez voté en y croyant ?"*

Y croire... Eh bien, ils y ont cru. Et si cette victoire des " indignés " espagnols nous importe autant que s'il s'agissait d'un vote français, c'est qu'elle dépasse les frontières nationales. Ce qui comptait, c'est qu'enfin une nouvelle génération s'éveille à la politique, avec ses propres armes, ses propres formes, son nouveau langage. Son énergie joyeuse, insolente, créative.

Mais attention ! Déjà hâtifs, simplificateurs, tous proclament : *"C'est la victoire de Podemos !"*, sans voir que Podemos, comme " parti ", n'est véritablement nulle part – et partout à la fois – dans ces élections municipales qui ont ébranlé l'Espagne et l'Europe. Qualifier Podemos de " bolchevique ", autrement dit relevant d'un centralisme, c'est précisément l'accuser de tout ce qu'il n'est pas. Car s'il est dans la victoire, c'est dissous, horizontal, sans excès d'ego comme il l'est depuis le mouvement du 15-mai (le " 15-M ") à la Puerta del Sol, et aujourd'hui plus que jamais, pour soutenir, encourager les " plates-formes ", ces assises d'une démocratie retrouvée, de proximité, bien adaptée à des élections municipales.

Des actes, pas des programmes. Résoudre aujourd'hui et pas demain, dans l'allégresse et la désobéissance, des problèmes graves tels que les expropriations consécutives à la crise économique. Car si Ada Colau, 41 ans, est en passe de devenir l'alcalde (maire) de Barcelone, c'est pour avoir été le fer de lance de la Plataforma de Afectados por la Hipoteca, une association de défense des victimes du crédit hypothécaire.

Qualifiée de " terroriste " par le Parti populaire au gouvernement, elle a pourtant reçu le Prix du citoyen européen récompensant " des personnes ou organisations exceptionnelles luttant pour les valeurs européennes ". Une femme d'action, peau contre peau avec les expulsés, au pied de leurs immeubles.

Provoquant l'émotion du chef de file du parti Podemos, Pablo Iglesias, le 6 février 2013, dans un de ses fameux monologues télévisés, alors que le parti du président du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, était empêtré dans une affaire de corruption : *"Ce matin, j'ai été très ému d'écouter Ada Colau appeler "criminels" les représentants des banques au sein du Parlement. Aujourd'hui, nous parlons d'une crise de gouvernement motivée par le blé scandaleux qu'empochaient dans de petites enveloppes les dirigeants de l'actuel parti au gouvernement. Cela en dit long sur la classe de gens qui se consacrent à la politique dans ce pays ; la racaille qui est en politique pour s'en mettre plein les poches, qui passe d'un poste public à un conseil d'administration et, en dernière instance, qui séquestre l'Etat pour le mettre au service des riches."*

Des mots qu'on ne prononçait jamais avant eux. L'autre grande figure victorieuse de ces élections municipales n'est toujours pas un des leaders de Podemos, toujours pas Pablo Iglesias, le chef pourtant de ce " mouvement-parti " conçu en janvier 2014 pour reconquérir " le droit de décider ".

Voulu surtout, d'abord, comme un instrument, mais sans la " *vie organique* " – courants, motions... – qui fossilise les partis traditionnels.

POUR UNE EUROPE DES PEUPLES

A Madrid, la liste qui a remporté le plus de suffrages est celle conduite par Manuela Carmena, leader, elle, de la plate-forme Ahora Madrid, avocate au service des travailleurs, rescapée du dernier grand attentat franquiste de 1977 qui vit la mort de cinq de ses confrères avocats dans leur cabinet de la Puerta del Sol, à deux pas du futur épicode de l'" indignation ". Après, elle décide de démissionner du Parti communiste pour s'écarter de sa politique couarde de réconciliation. Cette candidature d'une femme de droit, devenue juge, Pablo Iglesias lui a offert son soutien, mais l'a-t-il dirigée, éclipsée pour autant ?

Est-ce un effet d'une propagande mentale qui s'est insinuée au plus profond de nous que d'avoir cru que nous ne puissions faire de politique qu'en passant par un parti ? Ces plates-formes, en Espagne, pavent la voie d'un futur, bien au-delà de leurs propres frontières. Or s'il existe une Europe politique, une Europe des peuples et pas des marchés, elle est bien là, au bout de cette voie.

Il se dit déjà, en Espagne, qu'après les européennes de mai 2014 et ses cinq sièges pour Podemos, les élections municipales et régionales étaient le deuxième round d'un combat contre un système qui dévalise la démocratie. Le troisième round se prépare : pour novembre, les " générales " comme disent les Espagnols, à l'assaut des Cortes – leur Parlement – et du Sénat, où, cette fois, fort des marées citoyennes adouées par le vote, Podemos présentera partout ses candidats.

Pour des " *antisystèmes* ", on fait pire ! Et dire qu'au lendemain du " 15-M ", on disait aux " indignés " : " *Qu'est-ce que vous faites dans la rue, qu'est-ce que vous cherchez sur les places ? Arrêtez de glander et de vivre du vent !* "

Alors quatre jeunes gens dans le vent – Pablo Iglesias, Juan Carlos Monedero, Iñigo Errejón et Carolina Bescansa – ont décidé d'inventer une autre histoire. Ils se sont mis au travail pour retailer les habits de la démocratie, mettre en œuvre réellement les principes de liberté, d'égalité et de fraternité proclamés, mais non appliqués, par les démocraties d'aujourd'hui. Ils visent à " *radicaliser la tradition démocratique moderne* ", dans le sens indiqué par leurs maîtres à penser, ce couple de politologues, l'Argentin Ernesto Laclau et son épouse belge Chantal Mouffe, qui sont aussi ceux de Syriza, en Grèce, et de toute la génération politique advenue en 2001 avec la manifestation antimondialiste contre le G8, à Gênes. On dirait le Sud.

Par Sylvie Crossman et Jean-Pierre Barou

© Le Monde

◀ article précédent

Les nouveaux partis face aux contradictions...

article suivant ▶

Le nécessaire dialogue entre la...